

Comment lutter contre le chômage ?

Définition

Le chômage désigne la **situation d'une personne active**, en âge de travailler, qui est **sans emploi**, disponible immédiatement et à la **recherche d'un travail**. Il se mesure par le taux de chômage, qui exprime la **proportion de chômeurs parmi la population active**. Cependant, cet indicateur ne reflète pas toujours fidèlement la **réalité du marché du travail**.

Cependant, cet indicateur ne reflète pas toujours **fidèlement la réalité du marché du travail**. Il faut aussi prendre en compte les personnes qui **souhaitent travailler** mais qui ne sont pas considérées comme **chômeuses** au sens strict (par exemple, parce qu'elles n'effectuent pas de démarches actives). À cela s'ajoute le **sous-emploi**, qui désigne les personnes **employées à temps partiel** mais souhaitant travailler **davantage**, ou dont l'activité est réduite.

Ainsi, pour mieux évaluer la **situation de l'emploi**, on utilise aussi le **taux d'emploi**, qui rapporte le nombre d'**actifs occupés** à la population en âge de travailler. Par exemple, la France affiche un taux de chômage d'environ 7,5 % en 2024, mais un taux d'emploi autour de 68 %, ce qui montre qu'une part importante des personnes en âge de travailler n'exercent pas d'activité professionnelle.

Problématique

Quelles sont les principales solutions pour lutter efficacement contre le chômage ?

I) Le chômage structurel résulte d'un mauvais fonctionnement du marché du travail

Tout d'abord, il existe un **chômage structurel**, qui provient d'un **déséquilibre durable** entre l'**offre** et la **demande de travail**. Ce déséquilibre peut s'expliquer par des problèmes d'**appariement**, c'est-à-dire par une **inadéquation** entre les **compétences des travailleurs** et les **exigences des postes** à pourvoir. Ainsi, certains emplois restent disponibles, alors même que des personnes sont au chômage. Par exemple, alors que les entreprises françaises du secteur du bâtiment peinent à recruter des plombiers ou des couvreurs, des milliers de demandeurs d'emploi restent sans travail, faute de qualifications adaptées.

Par ailleurs, des **asymétries d'information** compliquent les **décisions d'embauche**. En effet, les employeurs ne connaissent pas toujours la productivité réelle des candidats. Pour réduire ce risque, ils peuvent offrir un **salaire supérieur** au salaire d'équilibre, ce qui attire des **candidats fiables** mais limite le **nombre de recrutements**. Cela contribue donc à entretenir un **chômage durable**.

De plus, certaines institutions influencent le **fonctionnement du marché du travail**. Le salaire minimum, par exemple, peut empêcher l'**ajustement naturel** entre l'**offre** et la **demande**, selon les **économistes néo-classiques**. Toutefois, il garantit aussi un revenu convenable et soutient la **consommation**. En 2024, le SMIC horaire brut en France s'élève à 11,65 €, ce qui protège les **salariés les plus vulnérables face à l'inflation**.

De même, les règles de protection de l'emploi, bien qu'elles puissent freiner les embauches, **sécurisent** les **parcours professionnels**. Ainsi, si certaines institutions peuvent rigidifier le marché, elles jouent également un **rôle social majeur**.

II) Le chômage conjoncturel est lié aux fluctuations de l'activité économique

Il est essentiel de distinguer le **chômage structurel** du **chômage conjoncturel**, qui dépend de la **situation économique**. En période de **récession** ou **ralentissement**, la **demande globale diminue**, ce qui pousse les **entreprises à ralentir leur activité** et à licencier. Ce fut le cas lors de la **crise financière de 2008**, où le taux de chômage français est passé de 7,4 % à 9,6 % en deux ans. Inversement, lors d'une reprise, la **hausse de la production** entraîne une **augmentation des embauches**. En 2021, après la crise sanitaire, le chômage en France est redescendu à 7,4 %, son plus bas niveau depuis 2008.

Dès lors, pour réduire le chômage conjoncturel, il convient de **relancer l'économie**. Selon la **pensée keynésienne**, l'emploi dépend avant tout de la **demande anticipée** par les entreprises. Ainsi, si la consommation ou l'**investissement** progresse, les entreprises augmentent leur **production**, ce qui crée des emplois.

Cela justifie la mise en place de **politiques de relance**. Les États peuvent **accroître leurs dépenses publiques**, par exemple via des **prestations sociales** ou des investissements, pour stimuler la **consommation** et l'**investissement privé**. De plus, les politiques monétaires peuvent **faciliter le crédit** et donc **soutenir la demande**. Grâce à ces mécanismes, une reprise de l'activité peut entraîner une **réduction du chômage conjoncturel**.

III) Des politiques ciblées peuvent améliorer l'efficacité du marché du travail

Au-delà des politiques conjoncturelles, des **mesures structurelles** peuvent être mises en œuvre pour **favoriser l'emploi à long terme**. Tout d'abord, les **politiques de formation** permettent de **réduire les inadéquations de compétences** en améliorant la **qualification des actifs**. Ainsi, elles facilitent l'appariement entre l'**offre** et la **demande** de travail.

Par ailleurs, certaines réformes visent à **accroître la flexibilité du marché du travail**. Cela peut passer par un **assouplissement des contrats**, une **meilleure adaptation des horaires** ou une **individualisation des rémunérations**. L'objectif est ici de permettre aux entreprises de **s'ajuster plus facilement aux évolutions de la demande**.

De plus, les pouvoirs publics peuvent **agir** sur le **coût du travail**, notamment en **allégeant les cotisations sociales** sur les bas salaires. En effet, cela **réduit le risque que le coût d'un salarié dépasse sa productivité**, ce qui encourage les entreprises à **embaucher**.

En somme, bien que ces politiques soient parfois **controversées**, elles visent toutes à améliorer l'**efficacité du marché du travail** et à **favoriser une baisse durable du chômage**.

Conclusion

En définitive, la lutte contre le chômage repose sur une **combinaison de leviers complémentaires**. D'une part, il est indispensable d'agir sur les **causes structurelles du chômage**, en améliorant l'**appariement** entre l'**offre** et la **demande de travail**, en adaptant les **institutions** et en investissant dans la formation. D'autre part, il convient également de prendre en compte les **fluctuations de l'activité économique**, ce qui justifie le recours à des **politiques conjoncturelles de relance** en période de **ralentissement**. Dès lors, pour qu'une stratégie de lutte contre le chômage soit efficace, elle doit **à la fois** répondre aux **déséquilibres du marché du travail** et soutenir durablement la croissance économique.

<p>En espérant que ce résumé de cours vous a été bénéfique, je vous encourage à découvrir les autres résumés de cours dans la rubrique "SES".</p>
